PROGRAMME DE MICRO-FINANCEMENTS (PMF) DU FONDS MONDIAL

POUR L'ENVIRONNEMENT (FEM)

Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI)

Numéro :	**EOI/PNUD/HAI/067**
Date limite de candidature :	**31 Octobre 2016**
Pays d'exécution :	**Haiti**
Zones d'exécution :	**Nord Est, Nord, Nippes, Sud**

Introduction

Le Programme du Micro Financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM), est un mécanisme financier permettant l'appui et la promotion d'initiatives et d'actions communautaires visant à faire face aux grands problèmes d'environnement dans le monde. Le programme existe dans plus de 120 pays dans le monde.

Cadre institutionnel. - Au plan International, le Programme de Micro-Financement du FEM est dirigé par le Directeur Général de l'Equipe Centrale de Gestion des Programmes PMF/FEM et administré par le Bureau des Nations Unies des Services de Projets UNOPS. Au plan National, le PMF/FEM est administré par le PNUD. Il est piloté par un Comité National de Pilotage (CNP) du programme et mis en œuvre par une Coordination Nationale (Coordonnateur National (CN et un Assistant de Programme AP). Le CNP comprend les représentants du gouvernement (Point Focal FEM du MDE), de la société civile, du PNUD, de l'Université, des ONG…etc. Le CNP peut s'adjoindre, de manière ponctuelle, des personnes ressources compétentes qui jouent le rôle d'appui conseil (TAG) sur une thématique technique spécifique.

En Haiti il est mis en œuvre depuis 2008. Ce programme qui est mis en œuvre par le PNUD, est décentralisé et fondé sur les besoins nationaux. Il offre un soutien pour les activités à petite échelle communautaire et qui aborde les problèmes environnementaux mondiaux à l'échelle locale. Le PMF FEM soutient des initiatives locales à travers des financements qui ne dépassent pas $ 50.000 USD dans les domaines prioritaires de conservation de la biodiversité, de l'atténuation du changement climatique, de la protection des eaux internationales, de la prévention de la dégradation des terres et de la suppression progressive des polluants organiques persistants (POP). Il vise également à atteindre les objectifs liés à la réduction de la pauvreté et de renforcement des capacités locales comme faisant partie intégrante de la protection de l'environnement. Il vise aussi à fournir aux pays, et en particuliers aux communautés locales des leviers d'actions pour leurs initiatives en favorisant l'appropriation des actions.

Objectif global :

Les objectifs du Programme de Micro Financements est la protection de l'environnement mondial à travers des micro-projets protégeant l'environnement dans les cinq domaines thématiques suivants : changements climatiques, biodiversité, dégradation des terres, polluants organiques persistants et eaux internationales par le financement de micro-projets qui assurent des avantages environnementaux au plan mondial.

Domaines d'interventions

Cinq domaines de priorité sont éligibles :

1. **Conservation de la biodiversité** (espèces animales et végétales importantes, vulnérables ou menacées ; écosystèmes d'intérêt mondial comme les réserves et parcs nationaux …etc.);
2. **Atténuation des changements climatiques** (par la promotion des formes d'énergies renouvelables telles que l'énergie solaire ou éolienne, la production de biocarburants …etc.);
3. **Protection des eaux internationales** (telles que les pêcheries menacées par la pollution et la surpêche);
4. **Prévention de la dégradation des sols** (principalement la désertification et le déboisement),
5. **Elimination des polluants organiques persistants** (principalement au niveau de l'agriculture où l'importation non réglementée et l'utilisation des pesticides sont courantes.

Axes stratégiques pour OP6

La Stratégie du PMF/FEM Haiti pour la Sixième Phase Opérationnelle du Programme repose sur les axes suivants:

- La concentration géographique et thématique suivant l'approche paysage terrestre et marin (Aires protégé du Parc des Trois Baies dans le Nord-Nord Est et les Cotes Nippes-Grand 'Anse-Sud);
- L'approche Programme (effet synergie) par le développement de partenariat stratégique avec d'autres entités du secteur;
- La priorité au Développement des Moyens d'Existence Durable (des volets de protection de l'environnement, activités génératrices de revenus et renforcement des capacités) par une approche de communauté résiliente;
- La consolidation des projets PMF achevés et évalués (pour une recherche de l'amplification des impacts à travers une capitalisation cohérente des meilleures pratiques);
- La mise en réseau des projets du PMF/FEM dans chacune des zones de concentration géographique et thématique du programme.

Priorités Nationales pour OP6

1.- Conservation communautaire. Paysage terrestre/marin en lien avec l'ANAP ;

2.- Agro-écologie Intelligente Innovatrice dans un contexte de changement climatique en lien avec les documents de politique adoptés: PANA, CPDN ;

3.- Co-avantages de l'accès à l'énergie émettant peu d'émission de carbone ;

4.- Coalitions locales et mondiales de substances chimiques ;

5.- Plateformes du dialogue OSC-Gouvernement ;

6.- Insertion sociale en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.

Les organisations intéressées à participer à cette activité doivent suivre les instructions mentionnées ci-dessous pour manifester leur intérêt à participer.

1. Date limite de la soumission : Les dossiers doivent être reçus au plus tard le **31 Octobre 2016 à 12h00PM**, heure locale, sous plis cachetés au Bureau du PNUD sis à MINUSTAH Logbase, Boulevard T. Louverture & Clercine 18, Prefab 16.

Instructions aux soumissionnaires

2. Les dossiers et les questions peuvent également être envoyés par courriel à procurement.ht@undp.org ou à Jean Parnell DIMANCHE jean-parnell.dimanche@undp.org. Prière d'inscrire le numéro de référence **EOI/PNUD/HAI/16/067 - GEF SGP-OP6-Y2** dans toute soumission d'intérêt.
3. Proposition du budget: Le budget proposé doit détailler les coûts réels pour bien exécuter l'activité. Le budget doit être indiqué en gourdes haïtiennes (HTG). Le budget préparé en réponse à cet appel à manifestations d'intérêt doit rester valable jusqu'à la signature d'un accord avec le PMF.
4. Application: Le soumissionnaire doit soumettre les documents suivants pour l'application en français ou créole :

- Un formulaire d'application dûment rempli ci-joint en annexe A;
- Une autorisation officielle de fonctionner en tant qu'organisation de la part de la municipalité (Marie) et du Ministère des Affaires Sociales (MAST);
- Nombre de personnes faisant partie de l'association;
- Pourcentage de femmes membres de l'association;
- Nombre de jeunes membres de l'association
- Trois personnes de référence;

Critères de financement des projets

1. Les actions doivent se concentrer sur une ou plusieurs actions concrètes dont l'impact peut être mesuré sitôt les activités du projet terminées ;
2. Il faut exprimer de manière claire et précise comment les activités du projet vont contribuer à la protection de l'environnement global ;
3. Les activités du projet doivent contribuer à la sensibilisation de la population sur la problématique environnementale globale moyennant le renforcement des capacités et l'inter échange d'expériences ;
4. Le projet doit avoir un impact sur le niveau de vie de la population et contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés impliquées, moyennant la gestion adéquate des ressources environnementales locales ;
5. Toute innovation technologique peut être envisagée dans le cadre des projets;
6. Les activités du projet doivent pouvoir être répliquées dans d'autres communautés
7. S'il s'agit d'une activité productrice à caractère économique, il est souhaitable de démontrer la faisabilité du projet à travers un plan de gestion simple et des prévisions de revenus ainsi que par l'existence d'un marché ;
8. La participation de la communauté dans différentes activités du projet est à encourager (identification de l'idée de projet, élaboration du projet, son exécution, son suivi et son évaluation) ;
9. L'organisation soumissionnaire doit pouvoir disposer des compétences l'habilitant à bien réaliser les activités du projet ; dans le cas contraire, identifier dans la description du projet comment cela va être corrigé ;
10. La perspective de l'inclusion sociale (**problématique des Femmes et Jeunes**) doit être tenue en compte dans toutes les phases du projet de manière à rechercher une parité de participation des hommes et des

femmes, des anciens, des jeunes et des enfants ;

11. L'organisation soumissionnaire doit être physiquement présente dans la zone d'intervention des activités du projet
12. Le montant sollicité ne doit pas excéder 50 000 dollars américains ;
13. Il est souhaitable qu'il existe une contrepartie au financement du projet qui peut être en nature ou financière
14. La réalisation des activités du projet ne devrait pas excéder deux années ;
15. Seulement une proposition sera acceptée pour financement par organisation communautaire de base. Les ONG cependant peuvent fournir l'assistance technique à plus d'un groupe si elles ont la capacité technique pour le faire.

Termes & Conditions:

Ceci est une demande des manifestations d'intérêt uniquement. L'émission de cet AMI n'oblige en aucune façon du PMF d'attribuer une subvention, ni de s'engager à payer pour les frais engagés dans la préparation et la présentation d'une application.

Signature_____

Directeur des Opérations

PNUD Haiti

ANNEXE A

Programme de Micro Financement

PMF/FEM/PNUD

FORMULAIRE POUR LA PROPOSITION FINALE DU PROJET

(Pas plus de 20 pages)

Numéro du Projet. _____

(Le PMF l'assignera, après qu'il soit approuvé)

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ORGANISATION DEMANDEUSE

1.a) Nom de/des organisations solliciteuse (s):

1.b) Adresse:

1.c) Téléphone:_____ Fax:_____ E-mail _____

1.d) Type d'Organisation: ONG _____ OCB ____

1.e) Statut Juridique: Acte constitutif _____ Statut légal _____

1.f). Directeurs et/ou Fonctionnaires de/des Organisation (s)

Ou Membres directeurs de l'organisation

Prénom et Titre	Poste	Temps dans le Travail ou l'organisation(années)

1.g) Nom et titre de la personne de contact pour cette sollicitation:

1.h) Brève description de l'organisation indiquant son origine, sa nature et son cadre de travail :

1.i) Groupes avec lesquels travaille l'organisation :

1.j) Capacité technique et administrative de l'Organisation :

1.k) Expérience dans l'exécution de projets:

II. DESCRIPTION DU PROJET

2.a) Nom					
2.b) Localisation du Projet	Communauté (s):				
	Commune:	Province:			
2.c) Domaines Techniques:		Conservation de la Diversité Biologique			
		Prévention des Changements Climatiques			
		Dégradation des Sols			
		Protection des Eaux Internationales			
		Polluants Organiques Persistants			
		Domaine multiple			
Montant Total Gourdes		Sollicité Gourdes		Contrepartie Gourdes	
2.d) Durée du Projet (mois)					

2.e) Justification du Projet

2.f) Brève description du projet :

2.e) Matrice de Cadre Logique

Finalité du Projet						
Objectif du Projet						
Résultats	Situation Actuelle	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses	Activités	Quantité
RESULTAT 1:						
RESULTAT 2:						
Résultat 3						
Résultat 4						

2.f) Bénéficiaires Directs du projet:

Communautés	*No. de familles*	**No. d'individus**	**Femmes**	**Hommes**	**Enfants**

III. METHODOLOGIE D'EXÉCUTION DU PROJET

3.a) Technologie et procédés à utiliser pour atteindre les résultats :

3.b) Spécifiez la participation des acteurs dans le projet (ONG, communauté, secteur publique, autres donateurs, etc.?)

3.c) Le rôle de chaque organisation participant au projet:

3.d) Comment le projet va-t-il aider à sensibiliser le public sur les problèmes environnementaux existants ?

IV. DURABILITÉ DU PROJET

4.a) Mécanismes à mettre en place pour réaliser les actions en temps voulu

4.b) Indiquez les marchés vers lesquels seront dirigés les produits (le cas échéant)

4.c) Indiquez la rentabilité du projet en termes de coût-bénéfice.

V. COORDINATION ENTRE LES ACTEURS

5.a) Liens avec d'autres Projets du PMF:

5.b) Liens avec d'autres Projets du PNUD:

5.c) Liens avec d'autres Organismes de Coopération:

5.d) Liens avec d'autres ONG et le Secteur Privé:

5.e) Liens avec les Agences Gouvernementales :

VI. BESOIN D'ASSISTANCE TECHNIQUE

VII. IMPACTS OU EFFETS ATTENDUS DU PROJET

7.a) Quels impacts mesurables sur l'environnement peut-on espérer des activités du projet ?

7.b) Comment le projet va-t-il contribuer à la réduction de la pauvreté et à la qualité de vie de la population ?

7.c) Comment le projet va-t-il contribuer à la création des capacités, au renforcement institutionnel et au renforcement des capacités locales?

7.d) Comment le projet compte t-il promouvoir la participation égale des hommes, des femmes et des jeunes, etc.?

7.e) Indiquez les mécanismes innovateurs de financement qu'envisage le projet ?

VIII. PLAN DE SUIVI ET D'EVALUATION

8.a) Indiquez le plan pour la planification et le suivi afin d'atteindre les résultats.

8.b) Indiquez le mode de présentation des rapports (manière, périodicité et destinataires)

3.c) Evaluations périodiques du projet

3.f) Indiquez comment les leçons apprises dans le projet seront documentées et disséminées.

IX. Budget du projet

XX. Chronogramme des activités

Demande présentée par:_____

(Nom et poste)

TABLEAU DES RÉSULTATS DU PROJET

NOM DU PROJET

NUMERO DU PROJET (sera assigné par le PMF)

ORGANISATION D'EXÉCUTION

Période de rapport: Du_____ du mois de _____au _____ du mois de _____ 200____

Description:

INDICATEURS NARRATIFS	**OBJECTIF**
R1.	
R2.	
R3	
R4.	

R5.	

NOM DU PROJET

NUMERO DU PROJET (sera assigné par le PMF)

ORGANISATION D'EXÉCUTION

CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

INDICATEURS NARRATIFS	OBJECTIF	MOIS 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
R1.		
R2.		
R3.		
R4.		
R5.		

ANNEXE B

INDICATEURS AU NIVEAU DES PROJETS POUR OP6

Les éléments suivants représentent le noyau d'indicateurs au niveau des projets pour les OP5 :

Biodiversité (BD)

- Hectares de Territoires Autochtones de Conservation et Aires du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC) influencés
- Hectares d'aires protégées influencés
- Hectares d'écosystèmes importants avec le statut de conservation améliorée
- Hectares de zones de production terrestres/ marines appliquant des pratiques d'utilisation durable
- Valeur totale de la biodiversité en termes de produits/services produits par les écosystèmes (équivalent en dollars américains)

Changement Climatique (CC)

- Tonnes de CO2 dont l'émission a été évitée en mettant en œuvre des technologies à faibles émissions de carbone :
    - Pratiques d'utilisation des énergies renouvelables (*bien vouloir spécifier*) ;
    - Pratiques de transport écologiquement durable (*bien vouloir spécifier*) ;
    - Mesures promouvant l'efficacité énergétique (*bien vouloir spécifier*) ;
    - Autres (bien vouloir spécifier).

- Nombre de membres de la communauté démontrant ou déployant des technologies à faible émissions de GES ;
- Valeur totale des services énergétiques, technologiques et de transport fournis (équivalent en dollars américains) ;
- Hectares de terres bénéficiant de meilleures pratiques d'utilisation des terres et de techniques améliorées contre les changements climatiques ;
- Tonnes de CO2 dont l'émission a été évitée grâce à de meilleures pratiques d'utilisation des terres et aux techniques améliorées contre les changements climatiques.

Dégradation des Sols (LD) & Gestion Durable des Forêts (SFM)

- Hectares de terres sur lesquelles sont menées des pratiques de gestion durable des forêts, de l'eau et de l'agriculture ;
- Hectares de terres dégradées restaurées et réhabilitées ;
- Nombre de communautés démontrant des pratiques de gestion durable des terres et forestière.

Eaux Internationales (IW)

- Hectares de rivière /bassins lacustres appliquant des pratiques de gestion durable et contribuant à la mise en œuvre des PAS ;
- Hectares de zones marines / côtières ou des zones de pêche gérée durablement ;
- Tonnes de pollution d'origine tellurique évitées.

Polluants Organiques Persistants (POPs)

- Tonnes de déchets solides dont la combustion a été empêchée par des méthodes d'élimination alternatives ;
- Kilogrammes de pesticides obsolètes éliminés de façon appropriée ;
- Kilogrammes de produits chimiques nocifs dont l'utilisation ou la libération à été évitée.

Influence des politiques, Développement des capacités & Innovations (tous les domaines d'intervention)

Nombre de systèmes communautaires de surveillance environnementale démontrés

bien vouloir spécifier (1 exemple pour chacun)

- Nombre de mécanismes de consultation mis en place dans le cadre des conventions de Rio

bien vouloir spécifier (1 exemple pour chacun)

- Nombre d'innovations ou de nouvelles technologies développées / appliquées

bien vouloir spécifier (1 exemple pour chacun)

- Nombre de politiques locales ou régionales influencées (*niveau d'influence 0 – 1 – 2 – 3 – 4)*

bien vouloir spécifier (1 exemple pour chacun)

- Nombre de politiques nationales influencées (*niveau d'influence 0 – 1 – 2 – 3 – 4)*

bien vouloir spécifier (1 exemple pour chacun)

Moyens de subsistance et développement durable (tous les projets)

- Nombre de membres de la communauté participant (désagrégés par sexe) * obligatoire pour tous les projets ;
- Nombre de jours de réduction de la période de pénurie alimentaire ;
- Nombre de jours augmenté pour les élèves allant à l'école ;
- Nombre de ménages ayant accès à l'eau potable ;
- Augmentation du pouvoir d'achat par la réduction des dépenses, augmentation des revenus et / ou d'autres moyens (équivalent en dollars américains).

Autonomisation/Capacitation (tous les projets)

- Nombre d'ONG / OCB formées ou légalisées ;
- Nombre de personnes des peuples autochtones directement prises en charge ;
- Nombre de projets dirigés par les femmes directement pris en charge ;
- Nombre de normes de qualité / labels obtenus ou des mécanismes financiers innovants mis en place.

ANNEXE C

LE PROGRAMME DE MICROFINANCEMENT DU FEM

CHANGEMENT CLIMATIQUE - INITIATIVE STRATÉGIQUE DES CO-BENEFICES DE L'ACCES A L'ENERGIE A FAIBLE EMISSION DE CARBONE

NOTE D'ORIENTATION TECHNIQUE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le changement climatique non atténuer présente des risques importants pour l'humanité, menaçant les moyens de subsistance de millions de personnes, tandis que les plus pauvres et les plus vulnérables sont susceptibles d'en souffrir le plus et de perdre les acquis de développement de ces dernières décennies. Les défis interconnectés de surmonter la pauvreté et de la gestion du changement climatique ont été décrits comme « les deux défis de ce siècle »[1].

Les émissions de gaz effet de serre (GES) continuent d'augmenter à des niveaux dangereux avec des observations dépassant récemment 400 ppm pour la première fois dans les 65 derniers millions d'années[2]. Les impacts sont déjà constatés à l'échelle mondiale avec la température de surface dépassant les niveaux préindustriels de 1,5 ° C -2 ° C, le taux sans précédent de réchauffement et de l'acidification des océans , le déclin des glaciers et les changements dans le cycle de l'eau.[3]Les dernières observations indiquent également le retrait irréversible de la calotte glaciaire de l'Antarctique Ouest menant à une hausse rapide et beaucoup plus élevé déjà du niveau de mer dans ce siècle[4].

Alors que la science attestant l'influence humaine sur le climat est sans équivoque, les efforts visant à réduire les émissions de GES sont nettement insuffisantes. Bien que les parties de la CCNUCC travaillent sur un nouvel instrument juridique pour réduire les émissions de GES, ce qui devrait être mis en œuvre en 2020, avec les politiques et les engagements actuels, le monde est sur la voie de 3-4°C degrés d'augmentation de la température dans ce siècle. Les experts prédisent que ce changement sans précédent aurait un impact significatif sur les services écosystémiques essentiels, la production alimentaire et la disponibilité de l'eau et pourrait provoquer des extinctions de 40-70% des espèces évaluées[5].

---

[1]Stern N. 2015 Economic development, climate and values: making policy. Proc. R. Soc. B 282: 20150820.http://dx.doi.org/10.1098/rspb.2015.0820

[2]National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), Earth System Research Laboratory (2013). US Department of Commerce, USA. Accessed at: http://www.esrl.noaa.gov/gmd/webdata/ccgg/trends/co2_weekly_mlo.pdf

[3]IPCC Fifth Assessment Report. Climate Change 2013: The Physical Science Basis

[4] E. Rignot , J. Mouginot, M. Morlighem, H. Seroussi, B. Scheuchl. Widespread, rapid grounding line retreat of Pine Island, Thwaites, Smith, and Kohler glaciers, West Antarctica, from 1992 to 2011. Geophysical Research Letters, Vol 41, Issue 10. Article first published online: 27 May 2014.

[5] Turn Down the Heat. A Report for the World Bank by the Potsdam Institute for Climate Impact Research and Climate Analytics, November 2014

Les émissions de GES sont directement le résultat des activités économiques essentielles, tels que l'industrie, l'agriculture et l'accès à l'énergie. Avec la récente vague d'industrialisation, les émissions continuent de croître dans les pays industrialisés, ainsi que dans les pays nouvellement industrialisés en croissance rapide . Comme le nouvel accord mondial est en cours de négociation, le timing est essentiel pour aider les pays à préparer un éventail d'options visant à décarboniser le développement et la transition vers une économie à faible émission de carbone, une réduction des émissions tout en satisfaisant la demande mondiale pour les services énergétiques et la réduction de la pauvreté.

Le financement public mondial actuel pour faire face au changement climatique est d'environ 10 milliards de dollars par année, alors qu'on estime que 260 à 370 milliards de dollars seraient nécessaire par an au cours des deux prochaines décennies pour stabiliser les concentrations de GES et limiter l'augmentation de la température à 2°C avec la plupart des fonds provenant du secteur privé et des finances publiques jouant un rôle de catalyseur[6]. Il est important de noter, cependant, qu'avec les récents développements technologiques prometteurs et la réduction des coûts des énergies renouvelables, la transition vers une économie faible en carbone ne doit pas être considéré comme un fardeau, mais plutôt comme susceptible de favoriser l'innovation et conduire à une hausse des niveaux de vie. Par exemple, l'innovation a entraîné des réductions rapides de coûts de l'énergie solaire qui la rendent compétitive dans 80 pays[7]. Il y a aussi une reconnaissance croissante que la plupart des mesures et des politiques visant à atténuer les changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre ont de multiples co-avantages économiques, au-delà des impacts du changement climatique évité, qui n'ont pas été formellement pris en compte[8]. Ces co-bénéfices comprennent la réduction de la pollution atmosphérique, les effets économiques de l'accès à l'énergie, la conservation de la biodiversité, etc. En effet, la Commission Mondiale sur l'Economie et le Climat a estimé que plus de 50% (peut-être jusqu'à 90%) des réductions annuelles des émissions de gaz effet de serre nécessaires d'ici 2030 pour une voie compatible avec la limite de 2°C de réchauffement pourrait être atteint grâce à des mesures (tenant compte des co-bénéfices) sont dans les intérêts directs des pays concernés, même si les avantages climatiques de ces investissements ne sont pas prises en compte[9].

Ce nouvel accent sur la réduction des coûts des mesures d'atténuation grâce à l'innovation avec la croissance économique associée à l'innovation et aux co-bénéfices rejette l'hypothèse traditionnelle selon laquelle l'atténuation du changement climatique est un fardeau coûteux qui est contraire au développement. Au contraire, il met en évidence le potentiel d'approches, plus intégrées et se renforçant mutuellement, au climat, à la croissance et au développement. Par exemple, la distribution de systèmes solaires photovoltaïques zéro-émissions et de cuisinières-fourneaux propres pourrait fournir l'accès à des services sûrs, de l'énergie non polluante pour le milliard de personnes qui ne disposent pas d'accès à un réseau électrique et les trois milliards de personnes qui comptent sur la combustion directe de la biomasse pour la cuisine et le chauffage[10].Les dernières recherches montrent que l'accès universel à l'énergie (à savoir des services énergétiques propres, fiables et abordables pour la cuisson, le chauffage, l'éclairage, les communications et les usages productifs) est non seulement compatible avec, mais nécessaire pour la protection du climat à long terme[11]. On estime que 55% des dépenses de capitaux visant à réaliser l'accès universel à l'énergie et réduire les émissions en même temps, auraient besoin d'aller vers des solutions hors réseau telles que les petites

---

[6] Turn Down the Heat. A Report for the World Bank by the Potsdam Institute for Climate Impact Research and Climate Analytics, November 2014

[7] SternN. *2015Why are we waiting? The logic, urgency, and promise of tackling climate change. Cambridge, MA: MIT Press.*

[8] Stern N. 2015 Economic development, climate and values: making policy. Proc. R. Soc. B 282: 20150820.http://dx.doi.org/10.1098/rspb.2015.0820

[9] Global Commission on the Economy and Climate. 2014Better growth, better climate: the New Climate Economy report (global report). Washington, DC: New Climate Economy. See http://newclimateeconomy.report/.

[10] United Nations and World Bank. 2013Sustainable energy for all: our vision. See http://www.se4all.org/our-vision/.

[11] JoeriRogelj, David L. McCollumand KeywanRiahi. The UN's 'Sustainable Energy for All' initiative is compatible with a warming limit of 2 °C. Nature Climate Change. Published online: 24 February 2013

technologies énergétiques autonomes renouvelables (y compris l'énergie solaire photovoltaïque pour l'éclairage et l'eau potable, et micro-hydro ou la production de la biomasse) et 10% - vers la fourniture de combustibles de cuisson modernes[12]. Les experts soulignent également les synergies profondes entre l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique et conviennent que l'efficacité énergétique est vitale pour doubler la part globale des énergies renouvelables.[13]

Dans ce contexte le PMF est bien placé pour fournir des solutions communautaires polyvalentes, souples partant de la base ciblées vers des secteurs spécifiques de la demande qui relient l'énergie à des fins productives et les priorités de développement telles que l'agriculture, l'emploi des jeunes, les entreprises et l'industrie, les mines, la pêche, l'autonomisation des femmes, la santé, l'éducation, l'environnement, l'eau et les services communautaires. De telles solutions peuvent ensuite être élargis en facilitant l'adoption de nouvelles technologies, l'élaboration de cadres politiques et institutionnels favorables, y compris au niveau de la communauté, ainsi que l'identification et la diffusion des meilleures pratiques et le plaidoyer.

Avec le travail du PMF dans le domaine des changements climatiques, plus de 4000 projets (historiquement 33% sur les énergies renouvelables et 27% sur l'efficacité énergétique) sont disponibles pour montrer les technologies innovantes communautaires à faible émission de carbone qui sont adaptées aux conditions locales et qui contribuent de manière significative à la fourniture de services énergétiques durables et la réduction des émissions nocives de GES tout en générant d'autres co-bénéfices tels que l'amélioration de la résilience et des moyens de subsistance. Le PMF a mis en relief l'investissement catalytique en mettant l'accent sur le soutien et la commercialisation de projets novateurs, y compris diverses technologies telles que (i) le biogaz ; (Ii) les biocarburants comme alternative au diesel ou au kérosène ; (Iii) l'énergie solaire pour le chauffage de l'eau et l'électricité ; et (iv) l'énergie hydraulique tels que les micro-hydro et moulins à eau. L'efficacité énergétique a été soutenu largement dans des communautés rurales et urbaines. Dans les villes, le PMF a soutenu les communautés dans leurs efforts visant à utiliser des appareils éconergétiques et de construire des logements économes en énergie. Dans les zones rurales, l'accent a été mis sur la réduction de l'utilisation de bois de chauffage par la promotion de technologies efficaces de cuisson. Bien que de petite envergure, ces initiatives pilotes réussies peuvent être intégrées et élargies dans les cadres nationaux et internationaux plus importants tels que des MAAN (mesures d'atténuation adaptées au contexte national), LEDS (stratégies de développement à faibles émissions), l'Energie Durable Pour Tous (SE4ALL), ainsi que dans les nouvelles initiatives qui vont prendre forme avec le soutien potentiel du Fonds vert pour le climat et d'autres bailleurs de fonds.

OBJECTIFS

Dans OP6, le PMF mettra l'accent sur la fourniture de solutions énergétiques à faible coût partant de la base et qui offrent un fort potentiel de réduction des émissions de carbone, y compris les petites centrales hydroélectriques, les systèmes de bioénergie à partir de déchets et de fourneaux économes. Ces solutions alignées sur les stratégies nationales (par exemple, les MAAN, les politiques d'accès à l'énergie, etc.) sont une partie cruciale de la « décarbonisation », tout en répondant aux besoins de services énergétiques des collectivités et des entrepreneurs ruraux, urbains et des communautés éloignées, qui ne peuvent être desservis par le réseau central dans le cas de systèmes d'électricité ou de distribution centralisée de combustibles, de cuisson et de chauffage. Les interventions devraient contribuer à satisfaire la demande mondiale pour les services énergétiques pour les personnes sans accès à l'électricité et ceux qui comptent encore sur la biomasse traditionnelle pour la cuisson.

[12] Resource Revolution: Meeting the world's energy, materials, food and water needs. McKinsey Global Institute, November 2011.

[13] IRENA and C2E2 (2015), Synergies between renewable energy and energy efficiency, Working paper, IRENA, Abu Dhabi and C2E2, Copenhagen

Ces solutions énergétiques partant de la base utiliseront également l'approche intégrée allant au-delà du secteur de l'énergie visant à accroître la résilience climatique, la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'égalité des sexes et la réalisation des objectifs de développement durable. Le PMF est multifocale dans sa nature et est particulièrement bien placé pour promouvoir la synergie entre les différents domaines d'intervention du FEM et les conventions correspondantes, selon les directives de planification du FEM-6, qui soulignent que «la coordination des politiques d'énergie propre avec les politiques pertinentes dans d'autres domaines, tels que l'agriculture, le développement rural, la santé, l'éradication de la pauvreté, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et la sécurité énergétique, ont le potentiel de générer des co-bénéfices synergiques aux niveaux local, national et mondial ».[14]Cette approche intégrée est également compatible avec l'accent du PNUD sur la réduction de la pauvreté et le développement durable inclusif.

Ces solutions seraient faciles à reproduire dans des pays similaires et le PMF facilitera les échanges de connaissances entre les communautés, y compris éventuellement des initiatives régionales programmatiques pour atteindre un plus grand impact. Ces efforts contribueront aux objectifs de changement climatique du FEM , qui comprennent «le soutien aux initiatives d'accès à l'énergie au niveau local, y compris des démonstrations et pilotage d'options renouvelables»[15]. Le PMF alignera également ses efforts avec l'initiative mondiale de l'Energie Durable Pour Tous (SE4ALL) pour faciliter l'intégration et l'élargissement. le PMF est bien placé pour atteindre les objectifs de « l'Energie Durable Pour Tous», car son travail avec les OSC est conforme à la stratégie de SE4ALL mettant l'accent sur la capacité des OSC à aider directement les pauvres.[16]

Le PMF tentera également d'identifier, de décrire, de mesurer et de quantifier les co-bénéfice des interventions, dans la mesure du possible. Ceci est l'une des priorités identifiées pour la recherche universitaire dans les domaines liés au changement climatique, ce qui aiderait à mieux comprendre la nature de la transition vers une économie à faible émission de carbone et la relation entre l'action climatique, la pauvreté et l'inégalité[17]. En outre, une étude récente a montré que des initiatives d'atténuation de petite échelle, semblables à des interventions du PMF, se concentrant sur l'accès à l'énergie produisent des co-bénéfices socio-économiques, sanitaires et environnementaux supplémentaires valant des millions de dollars [18] . Dans OP6 le PMF va travailler plus étroitement avec les établissements d'enseignement, y compris dans la recherche de co-bénéfices, ce qui pourrait aider et éclairer l'élargissement et l'élaboration des politiques.

APPROCHE STRATÉGIQUE

le PMF se concentrera sur des opportunités de réduction à faible coût des émissions à fort impact , « fruits à portée de main » de l'atténuation du changement climatique soutenues par des preuves scientifiques émergentes telles que des mesures de réduction du carbone noire, un polluant climatique puissant de courte durée, qui devrait réduire le

[14]GEF Assembley Document GEF/A.5/07/Rev.01, May 22, 2014

[15]GEF Assembley Document GEF/A.5/07/Rev.01, May 22, 2014

[16]Sustainable Energy for All: Technical Report of Task Force 1, April 2012

[17]Stern N. 2015 Economic development, climate and values: making policy. Proc. R. Soc. B 282: 20150820.http://dx.doi.org/10.1098/rspb.2015.0820

[18]The real value of robust climate action: impact investment far greaterthan previously understood. A net balance report for the Gold Standard Foundation. Gold Standard Foundation, 2014.

réchauffement attendu en 2050 jusqu'à 0.5° C, tout en créant des avantages importants pour la santé[19]. le PMF peut potentiellement contribuer à une grande partie de la réduction des émissions de carbone, qui, pour l'amélioration des appareils de cuisson seulement, est estimé à 1 Gt CO2 par an globalement basé sur 1 à 3 tonnes de CO2e par fourneau [20]. Ces interventions permettront également de réduire les émissions futures car ils empêchent les communautés pauvres d'atteindre l'accès à l'énergie avec des combustibles fossiles, la déforestation et d'autres moyens non durables mettant en péril leurs moyens de subsistance et contribuant aux problèmes environnementaux mondiaux.

Ces interventions ne seront pas prises en compte séparément, mais ils feront également partie des solutions intégrées allant au-delà du secteur de l'énergie et créant de co-bénéfices tels que le renforcement de la résilience, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des moyens de subsistance. La concentration sur la résilience est essentielle, étant donné que la réductions durables des émissions ne peut être atteinte, qu'en tenant compte des impacts environnementaux et sociaux existants et déjà importants découlant des changements climatiques ainsi qu'en fournissant d'autres avantages, comme déjà reconnue par les experts et les bailleurs de fonds[21].

La plupart des projets du PMF contribuent déjà à de multiples bénéfices et domaines d'intervention mondiaux. Par exemple, dans les interventions du PMF les plus documentées l'électrification rurale renouvelables augmente la capacité d'adaptation et fournit des co-bénéfices en réduisant la pauvreté, améliorant les moyens de subsistance et stimulant le développement économique. Un autre exemple est la promotion de cuisinières propres, d'efficacité énergétique aux ménages et aux institutions débouchant à de nombreux bénéficees en plus de l'atténuation des GES, comme la réduction du déboisement, l'amélioration de la séquestration du carbone et la résilience climatique (réduction de la vulnérabilité aux glissements de terrain, sécheresses, etc.), ainsi que de bénéfices pour la santé. Le PMF est également un partenaire essentiel pour permettre aux communautés et organisations de base à se joindre aux dialogues nationaux et régionaux sur le changement climatique, où ils peuvent exprimer leurs préoccupations, rejoindre les initiatives de grandes envergures et transmettre leurs connaissances locales et autochtones inestimables. Ce rôle sera souligné dans OP6 avec l'accent mis sur Grantmaker +.

Dans OP6 le PMF appuiera des technologies innovantes et des approches avec un financement initial et encouragera le déploiement plus large et l'élargissement. Le PMF mettra l'accent sur le renforcement des capacités, la gestion et la systématisation des connaissances, la mise en place de cadres et mécanismes propices au niveau communautaire et sera partenaire avec les initiatives nationales et mondiales pour s'assurer que les innovations sont mises en œuvre sur la base de l'approche programmatique créant un impact plus important. Cette approche permettra de traiter un obstacle majeur aux investissements et le financement pour l'accès à l'énergie - une absence de partage d'information adéquate et la compréhension en ce qui concerne l'alternative et les solutions durables disponibles. Poursuivant les efforts entamés en OP5, le PMF se concentrera dans OP6 également sur la création de partenariats avec des initiatives plus importantes afin d'élargir les innovations réussies au niveau national et mondial.

L'approche stratégique dans le domaine du changement climatique peut être résumée dans les thèmes suivants :

[19] Drew Shindell, et al. "Simultaneously Mitigating Near-Term Climate Change and Improving Human Health and Food Security," Science 335, 183 (2012).

[20] Assessing the Climate Impacts of Cookstove Projects: Issues in Emissions Accounting, Carrie M. Lee, Chelsea Chandler, Michael Lazarus and Francis X. Johnson, Stockholm Environment Institute, Working Paper 2013-01) http://www.cdmgoldstandard.org/wp-content/uploads/2013/02/SEI-WP-2013-01-Cookstoves-Carbon-Markets.pdf

[21] Scoping study on financing adaptation-mitigation synergy activities. Working Paper, Nordic Council of Ministers, 2013.

- Le financement catalytique pour les technologies communautaires (les petites centrales hydroélectriques, solaires, la biomasse, la bioénergie, les fourneaux économes, etc.) en mettant l'accent sur l'innovation et l'élargissement.
- L'approche intégrée visant à accroître la résilience climatique, la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'égalité des sexes et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).
- Les efforts de développement des capacités permettant à la communauté de développer et d'utiliser des technologies innovantes.
- La systématisation et gestion des connaissances qui vise à faciliter les échanges entre les communautés pour atteindre un plus grand impact.

ACTIVITES INDICATIVES

Pendant les phases opérationnelles I-V, le PMF a créé un vaste portfolio de solutions d'atténuation différenciées et adaptées aux différentes conditions socio-économiques en ligne avec les priorités de développement des pays. Ces interventions novatrices mises en œuvre par la base et les organisations de la société civile jouent un rôle de catalyseur en réduisant les obstacles et créant des conditions pour l'élargissement des solutions efficaces. Basé sur le travail accompli au cours des dernières phases opérationnelles, un certain nombre de pays sont déjà bien positionné pour prendre le devant dans le domaine d'intervention du changement climatique et les initiatives stratégiques connexes. Il est prévu que des solutions d'accès à l'énergie communautaire à faibles émissions de carbone seront déployées avec succès dans 50 pays avec l'adaptation et l'intégration de ces approches dans des cadres plus larges comme SE4ALL lancé dans au moins 12 pays, ainsi que dans les initiatives pertinentes du Fonds Vert pour le Climat et les programmes nationaux.

Les projets de démonstration de technologies renouvelables sont encore importants dans OP6, en particulier dans les nouveaux pays, les nouvelles zones géographiques et entre les nouveaux acteurs, où la masse et la sensibilisation critique sur les solutions à faibles émission de carbone est encore en développement. Les exemples de projets de démonstration réussis comprennent des solutions d'énergies renouvelables mises en œuvre dans les collectivités, les écoles et les églises dans les **PEID des Caraïbes** (**Trinité-et-Tobago, Bahamas, Antigua-et-Barbuda**), **l'Erythrée, le Kazakhstan, la Tunisie** et d'autres pays. Ces projets de démonstration ont permis d'initier des partenariats avec d'autres bailleurs de fonds, les gouvernements et les services publics, la création de conditions pour l'augmentation et l'inclusion des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique et influencer l'élaboration des lois et des stratégies nationales. Certains projets de démonstration ciblaient de nouveaux acteurs, tels que les personnes handicapées au **Kenya**.

Dans OP6, le PMF continuera à pratiquer une approche participative et se concentrera sur les solutions technologiques soutenant les activités de production et répondant aux besoins communautaires. Il existe de multiples exemples. Le vent hybride et la production d'énergie solaire et le système de distribution pour une communauté rurale avec une gestion participative et le système d'irrigation solaire PV ont été développés au **Cap-Vert**. Au **Cuba,** plusieurs technologies, y compris le micro-hydro, le solaire et l'éolienne ont été déployés dans les collectivités reculées et une technologie innovante de bio digesteur local pour les élevages de porcs a été développé et transféré aux partenaires bénéficiaires. En **République Dominicaine** 35 microsystèmes hydroélectriques hors réseau gérées par les communautés ont été créées avec le soutien du PMF et 20 autres sont en cours d'exécution. En **Arménie** des séchoirs et des serres solaires innovantes ont été développées et en **Albanie** la biomasse sous-produit de la production oléicole a été utilisée pour le chauffage des serres. La plupart des interventions utilisent déjà l'approche intégrée combinant, par exemple, les applications des énergies renouvelables avec le reboisement et la

cartographie de la vulnérabilité (**Cameroun**). Les mécanismes de financement communautaire participatif assurent la durabilité de ces projets et sont essentiels à l'approche du PMF.

De nombreux pays mènent déjà la comptabilité fondamentale des co-bénéfices, au-delà de la réduction des émissions. En OP6 cela se ferait de façon plus systématique et rigoureuse dans certains pays leaders, tandis que d'autres sont encore invités à fournir au moins des estimations de base. Les co-bénéfices semblent très importants. Par exemple, 33% de la réduction des coûts énergétiques pour les familles avec électrification rurale solaire et éolienne et 92% de diminution des factures d'eau et l'augmentation des revenus jusqu'à 17,180$ / an avec pompage solaire sont rapportés au **Cap-Vert**. De nombreux pays, dont le **Kenya**, les **Comores**, le **Cameroun** rapportent des bénéfices pour la santé des femmes et des enfants après l'introduction de fourneaux améliorés. Les femmes et les enfants ont aussi plus de temps disponible pour les activités de production car l'énergie renouvelable fournit de l'éclairage et réduit le besoin collecte de bois. Ces bénéfices peuvent être estimés et quantifiés de façon plus précise. Au **Niger** l'électrification solaire a rendu possible la prestation de vaccination et autres formes d'assistance médicale pour les femmes et les nourrissons. En **République Dominicaine** en plus des retombées économiques pour les familles, plus de 7000 hectares de forêts et des bassins versants ont été conservés à la suite du projet de démonstration initiale et une large réplication du micro hydro communautaire. En **Albanie,** l'utilisation de la biomasse a réduit de 50% les coûts de chauffage des bâtiments municipaux et des orphelinats **Arméniens** et d'autres organismes fournissant aux personnes à faible revenu du gaz et la consommation d'électricité réduite de plus de 65%, économisant ainsi plus de 5.000 $ par an.

Dans certains pays, où une masse essentielle de projets de démonstration réussis existe déjà, le PMF va plus loin en se concentrant sur la systématisation et l'élargissement. Au **Kenya**, en **République dominicaine**, en **Jordanie**, au **Maroc**, en **Arménie** et dans d'autres pays, les interventions du PMF ont été reproduites avec succès avec des fonds supplémentaires garantis par d'autres partenaires. D'autres pays développent des modèles innovants en collaboration avec le secteur privé, par exemple, les producteurs communautaires d'énergie pour les services d'électricité et l'investissement conjoint des économies (**Sainte-Lucie, Bahamas**). Certains pays tels que le **Cap-Vert**, la **République Dominicaine**, le **Kazakhstan** et d'autres utilisent des projets de démonstration du PMF pour renseigner et influencer les plans nationaux d'énergie renouvelable, les politiques énergétiques et d'autres lois. L'accent mis sur l'élargissement et la démonstration des impacts sera plus forte en OP6. Il est conseillé que tous les projets et les interventions proposées considèrent ces aspects dès le début d'une manière stratégique et de les documenter de manière plus systématique.

Alors que le PMF s'appuiera largement sur l'expérience acquise en OP6, certains nouveaux concepts sont introduits. Considérant que de nombreux pays utiliseront l'approche paysagère pour concentrer les efforts et accroître les impacts, les interventions sur le changement climatique / accès à l'énergie seraient également largement concentrées dans des paysages sélectionnés. Dans ces cas, les critères de sélection du paysage devraient également inclure des considérations pertinentes pour les interventions sur le changement climatique. Les synergies et la coordination avec les autres projets du PMF seront également plus importantes dans le paysage et devront être pris en considération à l'avance. Tous les programmes du PMF devront recueillir des données sur les co-bénéfices et l'impact social pour chaque projet. Les pays chefs de file, cependant, seront dotés des ressources supplémentaires pour saisir l'impact social et d'autres co-bénéfices et faire la comptabilité profonde des initiatives sélectionnées.

PARTENARIATS POTENTIELS

Outre le déploiement, le développement et le transfert de technologies innovantes à faible émission de carbone, la stratégie PMF a insisté sur la création de partenariats pour mobiliser des ressources pour l'élargissement des initiatives pilotes en mettant l'accent sur les efforts de plaidoyer au niveau local et national pour influencer les politiques en

accord avec les priorités des pays. Les partenariats externes seront complémentaires à la stratégie OP6 du PMF, stratégiquement alignée avec les objectifs de changement climatique du FEM, qui comprennent « le soutien aux initiatives d'accès à l'énergie au niveau local » et le Plan stratégique du PNUD, y compris les objectifs de développement durable primordiaux.

Dans PMF OP5 et précédemment des initiatives novatrices ont été élargies par la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les organismes bilatéraux, des gouvernements et des projets de grande envergures du FEM. Dans certains pays, les interventions du PMF FEM ont atteint l'échelle ainsi que l'impact politique et économique lorsque largement reproduits au niveau national. Dans OP6 le PMF va s'appuyer sur ce travail et aussi en partenariat avec des initiatives nationales comme MAAN, LEDS, les politiques d'accès à l'énergie, etc., ainsi qu'internationale comme l'Energie Durable Pour Tous et le Fonds Vert pour le climat puisque ces initiatives prennent forme. Le PMF est particulièrement bien placé pour atteindre les objectifs de l'Energie Durable Pour Tous, pour faciliter la réplication nationale et mondiale puisque le travail du PMF avec les OSC est conforme à la stratégie de SE4ALL mettant l'accent sur la capacité des OSC à aider directement les pauvres. Ces initiatives plus importantes offriront une plate-forme pour étendre les travaux de PMF ainsi que le cofinancement possible et les efforts conjoints dans la planification nationale et mondiale et la défense des politiques. Le PMF encouragera également des partenariats solides avec le secteur privé afin de commercialiser des projets réussis dans le but de transférer des projets d'énergie renouvelable à partir des innovations pilotes au grand public.

Face à l'évolution technologique sans précédent actuelle, le secteur privé voit progressivement les énergies renouvelables comme l'occasion de diriger et de tirer profit de la nouvelle révolution industrielle. En 2015, IKEA a promis un milliard d'euros jamais égalé à investir dans des mesures visant à lutter contre le changement climatique, y compris la production d'énergies propres, ce que le plus grand détaillant de meubles au monde voit comme «bon pour les clients, bon pour le climat"[22]. Antérieurement, les meilleures entreprises européennes ont exhorté les gouvernements à agir en réduisant les émissions de gaz à effet de serre à zéro bien avant 2100, en disant que le vert va peut-être apporter des bénéfices plutôt que les coûts [23]. Récemment treize des plus grandes entreprises américaines ont lancé la Loi américaine sur l'engagement des entreprises face au changement climatique promettant de réduire les émissions et à exprimer le soutien à l'action climatique[24]. Ces développements mondiaux sont susceptibles d'encourager le secteur privé dans les pays en dehors des Etats-Unis et d'Europe à envisager d'investir dans des initiatives prometteuses d'énergies propres.

RÉSULTATS, INDICATEURS ET MESURE DES IMPACTS

Pour la mesure de l'impact dans OP5 et avant le PMF se basait sur des indicateurs quantitatifs y compris le nombre et le type d'installations d'énergie renouvelable ainsi que le nombre et le type de bénéficiaires / ménages. En OP6 ces indicateurs de base sont encore nécessaires et requis pour tous les projets. Cependant, dans OP6 certains changements sont proposés à l'approche de la mesure des bénéfices mondiaux. Dans OP6 la stratégie consistait à mesurer les réductions de CO2 pour chaque projet le plus précisément possible. Cependant, cette approche ne fonctionne pas bien dans la pratique. Étant donné la nature et la taille des projets PMF, les résultats apparaissent souvent trop insignifiants, alors que tout effort de mesure crédible était trop technique pour les bénéficiaires de la communauté et avait besoin de services d'experts coûteux. En outre, les méthodes appliquées dans les différents pays varient considérablement empêchant le suivi efficace à travers le portfolio mondial. Dans OP6 la mesure des réductions d'émissions est facultative et ne devrait être faite que pour sélectionner les projets, lorsque cette mesure est justifiée.

[22] The Guardian, 4 June, 2015 http://www.theguardian.com/environment/2015/jun/04/ikea-pledges-1bn-on-renewable-energy-and-climate-change-efforts
[23] Reuters, 24 May , 2025 http://uk.reuters.com/article/2015/05/21/us-climatechange-business-paris-idUKKBN0O620J20150521
[24] White House Press release, July 27, 2015 https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/07/27/fact-sheet-white-house-launches-american-business-act-climate-pledge

Dans OP6 les programmes nationaux seront tenus de suivre les indicateurs d'impact de développement durable, y compris la mesure de la résilience des effets de l'écosystème, des revenues, de la santé, etc. Cependant, compte tenu de la relative complexité de ces tâches, la comptabilité complète profonde au niveau des projets, du paysage ou du programme national, sera possible que dans certains pays chefs de file, alors que tous les programmes nationaux seront tenus de recueillir des données de base et de fournir des descriptions qualitatives. Certains programmes nationaux saisissent déjà avec succès les indicateurs de développement durable et quantifient les co-bénéfices. Dans OP6 ces efforts seront entrepris de manière plus systématique dans les pays chefs de file utilisant des méthodologies éprouvées permettant la comparaison et la quantification.

TABLEAU 1. PMF OP6 CADRE MONDIAL DES RÉSULTATS

Objectif du Projet: Favoriser la création de bénéfices environnementaux mondiaux et la sauvegarde de l'environnement mondial grâce à des solutions communautaires et locales qui se complètent et ajoutent de la valeur à l'action au niveau national et mondial					
Composant	**Résultat**	**Indicateurs**	**Objectif**	**Moyens de vérification**	**Hypothèses**
Co-bénéfices de l'accès à l'énergie à faible émission de carbone	3.1 des solutions communautaires d'accès à l'énergie à faible émission de carbone déployées avec succès dans 50 pays avec l'alignement et l'intégration de ces approches dans des cadres plus larges comme SE4ALL initiés dans au moins 12 pays	Nombre de typologies de solutions communautaires d'accès à l'énergies, adaptées localement avec des projets de démonstration réussies pour l'élargissement et la réplication Nombre de communautés atteignant l'accès à l'énergie avec des solutions communautaires adaptées localement, avec des co-bénéfices estimés et appréciés.	Au moins 10 typologies de solutions innovantes démontrées et documentées Au moins 5.000 ménages atteignant les Co-bénéfices de l'accès à l'énergie tels que la résilience, des effets sur l'écosystème, des revenu, la santé et d'autres rigoureusement estimés dans 12 pays chefs de file.	ACR AMR, base de données mondiale, les rapports nationaux, base de données mondiale Des études spéciales de pays	SE4ALL continuera de se développer et de fournir des possibilités d'intégration

REFERENCES ET RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES

1. Stern N. 2015 Economic development, climate and values: making policy. Proc. R. Soc. B 282: 20150820.http://dx.doi.org/10.1098/rspb.2015.0820

2. National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), Earth System Research Laboratory (2013). US Department of Commerce, USA. Accessed at: http://www.esrl.noaa.gov/gmd/webdata/ccgg/trends/co2_weekly_mlo.pdf

3. IPCC Fifth Assessment Report. Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Accessed at: http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/

4. E. Rignot , J. Mouginot, M. Morlighem, H. Seroussi, B. Scheuchl. Widespread, rapid grounding line retreat of Pine Island, Thwaites, Smith, and Kohler glaciers, West Antarctica, from 1992 to 2011. Geophysical Research Letters, Vol 41, Issue 10. Article first published online: 27 May 2014. Assessed at: http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/2014GL060140/abstract

5. Turn Down the Heat. A Report for the World Bank by the Potsdam Institute for Climate Impact Research and Climate Analytics, November 2014. Accessed at: http://www.worldbank.org/en/topic/climatechange/publication/turn-down-the-heat

6. SternN. 2015Why are we waiting? The logic, urgency, and promise of tackling climate change. Cambridge, MA: MIT Press.https://mitpress.mit.edu/books/why-are-we-waiting

7. JoeriRogelj, David L. McCollum and KeywanRiahi. The UN's 'Sustainable Energy for All' initiative is compatible with a warming limit of 2 °C. Nature Climate Change. Published online: 24 February 2013. Accessed at: http://www.nature.com/nclimate/journal/v3/n6/full/nclimate1806.html

8. Global Commission on the Economy and Climate. 2014Better growth, better climate: the New Climate Economy report (global report). Washington, DC: New Climate Economy. See http://newclimateeconomy.report/.

9. United Nations and World Bank. 2013Sustainable energy for all: our vision. See http://www.se4all.org/our-vision/.

10. Resource Revolution: Meeting the world's energy, materials, food and water needs. McKinsey Global Institute, November 2011. Accessed at: http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/resource_revolution

11. GEF Assembley Document GEF/A.5/07/Rev.01, May 22, 2014. Accessed at: https://www.thegef.org/gef/GEF6-Programming-Directions

12. Sustainable Energy for All: Technical Report of Task Force 1, April 2012. Accessed at: http://www.se4all.org/wp-content/uploads/2014/01/SEFA-Action-Agenda-Final.pdf

13. Drew Shindell, et al. "Simultaneously Mitigating Near-Term Climate Change and Improving Human Health and Food Security," Science 335, 183 (2012).Acced at: http://www.sciencemag.org/content/335/6065/183.abstract

14. Assessing the Climate Impacts of Cookstove Projects: Issues in Emissions Accounting, Carrie M. Lee, Chelsea Chandler, Michael Lazarus and Francis X. Johnson, Stockholm Environment Institute, Working Paper 2013-01) http://www.cdmgoldstandard.org/wp-content/uploads/2013/02/SEI-WP-2013-01-Cookstoves-Carbon-Markets.pdf

15. Scoping study on financing adaptation-mitigation synergy activities. Working Paper, Nordic Council of Ministers, 2013. Accesed at: http://norden.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A702352&dswid=5228

16. The real value of robust climate action: impact investment far greaterthan previously understood. A net balance report for the Gold Standard Foundation. Gold Standard Foundation, 2014. Accessed at: http://www.goldstandard.org/wp-content/uploads/2014/05/Gold-Standard_Impact-Investment-Report.pdf

17. RENA and C2E2 (2015), Synergies between renewable energy and energy efficiency, Working paper, IRENA, Abu Dhabi and C2E2, Copenhagenhttp://www.irena.org/DocumentDownloads/Publications/IRENA_C2E2_Synergies_RE_EE_paper_2015.pdf